

International

QUELLES PERSPECTIVES APRÈS LES ÉLECTIONS ISRAËLIENNES ?

David Chemla

04/02/2013

À la suite des élections législatives israéliennes du 22 janvier 2013 qui ont déjoué toutes les prévisions, David Chemla revient sur ce que sont désormais les rapports de force politiques dans le pays.

[Télécharger le rapport](#)

Synthèse

Les récentes élections israéliennes ont mis en évidence, une fois de plus, à quel point il était difficile de faire des pronostics en matière de comportement électoral dans ce pays. Pour quelles raisons les prévisions, qui annonçaient une victoire probable des partis de droite et d'extrême-droite, se sont trompées ? Qui est le vrai gagnant de ces élections ?

Tout d'abord, il faut souligner que la mobilisation de la société israélienne, dans son choix électoral, s'est opérée à travers trois fractures : celle du conflit, qui n'a pas été déterminante, celle de la fracture sociale grandissante, et celle existante entre la frange de la population qui supporte l'essentiel de la charge de l'Etat et les juifs orthodoxes qui vit à ses dépens.

Le favori Benjamin Netanyahu, à la tête de la liste commune Likoud-Beitenou, confirme sa première place, mais il perd un quart des mandats précédents. Le véritable vainqueur de ces élections est Yaïr Lapid, un ex-journaliste vedette de la télévision, qui avec son parti Yesh Atid (« Il y a un avenir ») arrive second avec 19 députés. Cette liste centriste a été capable de mobiliser un électorat laïc et urbain qui, pour part, s'était abstenu lors des élections précédentes. En fait, le taux de participation a été de deux points plus élevé qu'en 2009 et cette augmentation s'est faite surtout dans les villes à majorité laïque, où Yesh Atid a obtenu un bon score.

L'autre gagnant est Naftali Bennett qui a multiplié par quatre le nombre de représentants du parti Habayit Hayeoudi, proche des colons. Le parti travailliste, dirigé par Shelly Yachimovic, arrive troisième mais, malgré le retour à une identité social-démocrate et une campagne centrée sur la fracture sociale, ne parvient pas à gagner les élections.

Le « bloc de droite » fait presque jeu égal avec le « bloc de gauche » (61/59). Netanyahu devra constituer le futur gouvernement en tenant compte de deux enjeux majeurs : le budget et la

question palestinienne. Yaïr Lapid a déjà annoncé sa disponibilité à entrer dans un gouvernement élargi au centre mais les listes conduites par Netanyahu et Lapid ne réunissent que cinquante députés, alors qu'il en faut plus de soixante pour avoir une majorité. Le tandem Netanyahu-Lapid doit choisir entre la liste de Naftali Bennett, en faveur d'une répartition plus équilibrée de la charge de l'Etat entre tous mais opposée à toute initiative sur la question palestinienne, et les partis orthodoxes, plus modérés sur la question des territoires mais contre une mobilisation des orthodoxes dans l'armée.